



PREFET DU RHONE

Direction départementale  
de la protection des populations

Lyon, le 13 SEP. 2018

Service protection de l'environnement  
Pôle installations classées et environnement

## ARRÊTÉ

portant ouverture d'une enquête publique unique sur la  
demande d'autorisation environnementale présentée par la société PRD  
20 bd Eugène Deruelle 20 bd Eugène Deruelle à CORBAS

*Le Préfet de la Zone de défense et de  
Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne- Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.123-2 et suivants, R123-1 à R 123-27, et R 181-36 à R 181-38 ;

VU la demande d'autorisation présentée le 5 avril 2018 par la société PRD en vue d'exploiter une plateforme logistique (activité visée par les rubriques n°2662 et n°2663 de la nomenclature des installations classées) ;

VU l'avis de mise à l'enquête publique du 7 septembre 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis de la mission régionale d'autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes délibéré le 2 août 2018 sur le dossier de demande d'autorisation précité ;

VU la décision du 6 septembre 2018 du président du tribunal administratif de Lyon, désignant Monsieur Pierre-Henry PIQUET en qualité de commissaire enquêteur ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

## ARRÊTE :

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Il sera procédé à une enquête publique, dans les formes prescrites par les textes susvisés, sur les demandes d'autorisation environnementale et de permis de construire présentées par la société PRD, personne morale responsable du projet, en vue d'exploiter une plateforme logistique à CORBAS.

**ARTICLE 2 :** Cette enquête se déroulera pendant une durée de 31 jours, du 2 octobre 2018 au 2 novembre 2018 inclus.

**ARTICLE 3** : Pendant la durée de l'enquête, toute personne intéressée pourra consulter le dossier :

- au centre technique de la Mairie de CORBAS siège de l'enquête, en version papier, aux jours et heures habituels d'ouverture (du lundi au vendredi de 08h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h)

- sur le site internet de la préfecture à l'adresse suivante : [www.rhone.gouv.fr](http://www.rhone.gouv.fr)

**ARTICLE 4** : Monsieur Pierre-Henry PIQUET, conseil aux entreprises et collectivités locales en environnement, désigné en qualité de commissaire enquêteur, sera présent au centre technique de la Mairie de CORBAS, 50 route de Saint Priest de 13h30 à 16h30 les :

- jeudi 4 octobre 2018,
- mardi 9 octobre 2018,
- mercredi 17 octobre 2018,
- mardi 23 octobre 2018,
- mercredi 31 octobre 2018.

**ARTICLE 5** : Des observations et propositions pourront être formulées :

- sur le registre d'enquête ouvert à cet effet au centre technique de la Mairie de CORBAS,
- par correspondance adressée au commissaire enquêteur à la mairie de la commune précitée,

Le cas échéant, ces observations pourront être également transmises par voie électronique à l'adresse suivante : [ddpp-environnement-enquetes@rhone.gouv.fr](mailto:ddpp-environnement-enquetes@rhone.gouv.fr).

Les observations seront annexées au registre d'enquête si elles sont remises par écrit ou adressées par lettre au commissaire enquêteur à la mairie de la commune précitée. Il en sera de même pour les observations transmises par voie électronique. Les observations seront également consultables via le site internet de la préfecture.

**ARTICLE 6** : Un avis au public, destiné à annoncer l'ouverture de l'enquête, sera affiché par les soins du maire de CORBAS, ainsi que des maires des communes de, MIONS, SAINT-PIERRE, VENISSIEUX dont une partie du territoire est située à une distance, prise à partir du périmètre de l'installation, inférieure au rayon d'affichage de 2.00 kms tel que fixé dans la nomenclature des installations classées.

Cet affichage aura lieu quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute sa durée en mairies précitées.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié par les maires susmentionnés.

En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

L'avis d'enquête sera publié sur le site internet de la préfecture [www.rhone.gouv.fr](http://www.rhone.gouv.fr) dans les mêmes conditions de délai que celles prévues ci-dessus.

Cette enquête sera également annoncée quinze jours au moins avant son ouverture par les soins du préfet et aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département du Rhône et rappelée dans les huit premiers jours de l'enquête.

**ARTICLE 7** : Des informations complémentaires peuvent être sollicitées auprès de la société PRD, du commissaire enquêteur, ou de la direction départementale de protection des

populations.

**ARTICLE 8** : Après la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le demandeur et lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans le procès-verbal, en l'invitant à produire, dans un délai de quinze jours, ses observations éventuelles.

Dans le délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur enverra au préfet (direction départementale de la protection des populations) le dossier de l'enquête comprenant le registre accompagné des observations, ainsi que son rapport et ses conclusions motivées. Ce délai pourra être reporté sur demande argumentée du commissaire enquêteur et après avis de l'exploitant.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront mis à la disposition du public à la direction départementale de la protection des populations - service protection de l'environnement - pôle installations classées et environnement, à la mairie d'implantation de l'installation et sur le site internet de la préfecture [www.rhone.gouv.fr](http://www.rhone.gouv.fr), pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

L'autorité compétente pour statuer sur la demande d'autorisation est le préfet du Rhône.

**ARTICLE 9** : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et les maires des communes de CORBAS, MIONS, SAINT-PIEST, VENISSIEUX, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée au commissaire enquêteur et une autre notifiée à l'exploitant.

Lyon, le 03 SEP. 2018

Le Préfet,

Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuelle AUBRY

